



## Fabrication du consentement : Le fiasco de la frontière et le «mur intelligent»

Par [Whitney Webb](#)

Mondialisation.ca, 26 février 2024

[unlimitedhangout.com](https://unlimitedhangout.com)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

**La réponse politique à la crise à la frontière sud continue de faire progresser le «mur intelligent» bipartisan, soutenu à la fois par Trump et Biden. Ce consensus bipartisan dépasse largement le cadre des États-Unis, puisqu'une grande partie du monde accélère également la mise en œuvre des «frontières numériques».**

La situation désastreuse à la frontière entre les États-Unis et le Mexique est, et a été, produite intentionnellement. Tout au long des dernières administrations, indépendamment des campagnes électorales et autres discours publics, la nature poreuse de la frontière n'a pas été résolue. À plusieurs reprises, la situation telle qu'elle s'est développée a été imputée en grande partie à l'incompétence et à l'inefficacité du gouvernement. Bien que certaines administrations aient été plus sévères que d'autres en ce qui concerne les migrations terrestres (selon certains critères), la frontière entre les États-Unis et le Mexique n'a pas été fermée de manière à obliger les immigrants à passer par des points d'entrée officiellement reconnus et gérés.

Sous l'administration actuelle, il est évident que même les sections de la frontière qui contiennent des barrières physiques sont démantelées à dessein, alors que les passages illégaux atteignent des niveaux sans précédent. Quels que soient les motifs de cette politique délibérée de la part de l'administration Biden, le résultat final a été la caractérisation généralisée de la crise comme une «invasion», préparant le bloc d'électeurs habituellement le plus concerné par la sécurité des frontières - la droite américaine - à des «solutions» de type militaire.

Si les justifications de la couverture médiatique frénétique reposent sur la réalité, à savoir que la frontière est effectivement très peu sûre (et ce depuis un certain temps), les réponses politiques des politiciens américains révèlent qu'il existe un consensus bipartisan sur ce qu'il convient de faire. Il est révélateur que la même «solution» soit discrètement mise en œuvre dans tous les points d'entrée américains qui ne sont pas actuellement «pris d'assaut», comme les aéroports. Cette solution, bien sûr, est la surveillance biométrique, rendue possible par l'IA, la reconnaissance faciale/biométrique et les dispositifs autonomes.

Cette «solution» n'est pas seulement mise en œuvre aux États-Unis comme moyen présumé de contrecarrer les migrants, elle est également mise en œuvre rapidement dans le monde entier, apparemment au même rythme. Les raisons de cette cohérence mondiale tacite, mais évidente, dans la mise en œuvre d'une surveillance biométrique invasive sont dues à la réalisation d'agendas politiques mondiaux, ratifiés par presque tous les pays du monde, qui cherchent à la fois à restreindre l'étendue de la liberté de mouvement des personnes et

à surveiller les mouvements des personnes (et bien plus encore) par la [mise en œuvre globale de l'identité numérique](#). Ces programmes politiques comprennent principalement l'Agenda 2030 des Nations unies ou les Objectifs de développement durable, [en particulier l'ODD 16](#), ainsi que les Objectifs de l'Action policière mondiale d'Interpol.

Alors que la droite américaine rejette ouvertement l'Agenda 2030 de l'ONU et le projet d'identité numérique en général, la détresse liée à la situation aux frontières est utilisée pour obtenir le consentement de ce groupe spécifique à des «solutions» axées sur l'extension de la surveillance et de la collecte biométrique, par opposition à la mise en place de barrières physiques.

### **Le mur virtuel**

Palmer Luckey, l'inventeur du casque de réalité virtuelle Oculus Rift qui porte une chemise hawaïenne, est devenu le visage du «mur frontalier virtuel» de l'Amérique. Luckey, qui est à l'origine de la société de technologie de défense Anduril, est un [associé de longue date](#) du cofondateur de Palantir, Peter Thiel. Luckey a rencontré Thiel à l'âge de 19 ans, lorsque Luckey présidait sa première société, Oculus Rift, qui a ensuite été vendue à Facebook. Thiel siégeait alors au conseil d'administration de Facebook et a joué un rôle déterminant dans [l'essor de l'entreprise](#) de médias sociaux. L'entreprise Anduril de Luckey est également soutenue par le Founders Fund de Thiel et un autre cofondateur de Palantir, Joe Lonsdale, est également [un investisseur d'Anduril](#).

Anduril est l'un des principaux bénéficiaires de contrats gouvernementaux portant sur la construction de tours de surveillance autonomes le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui sont maintenant également déployées le long de la [frontière entre les États-Unis et le Canada](#). Par conséquent, l'entreprise devrait figurer parmi les bénéficiaires de la proposition actuelle du Sénat pour la «sécurité des frontières», qui prévoit [170 millions de dollars](#) pour la construction de tours supplémentaires.

Sous l'administration Trump et maintenant Biden, Luckey s'est exprimé sur la façon dont Anduril créera *«un mur numérique qui n'est pas tant une barrière qu'un réseau d'yeux qui voient tout, avec l'intelligence de connaître ce qu'il voit»*. Comme l'a [noté WIREd](#) en 2018, Luckey et Anduril ont longtemps présenté leur technologie *«comme un complément - ou un substitut - à une grande partie du mur physique promis par le président Trump [à l'époque]»*.

Luckey était un [donateur](#) du comité d'inauguration de Trump et son mentor apparent, Peter Thiel, était une [figure clé](#) de l'équipe de transition de Trump, en particulier pour la défense. L'entreprise s'habille d'une rhétorique «America First», en particulier lorsqu'il s'agit de la sécurité des frontières, se présentant comme un phare de la «démocratie occidentale» et du nationalisme à l'ère du mondialisme. Malgré cela, Anduril fait partie d'un réseau qui défend les ambitions de surveillance de longue date du même «État profond» américain que les partisans de Trump vilipendent.



*Une tour de surveillance d'Anduril déployée à la frontière entre les États-Unis et le Mexique,  
Source : [FedScoop/Anduril](#)*

Anduril de Luckey n'existerait pas sans l'aide de Thiel et de plusieurs cadres de Palantir, la

société de Thiel. Comme *Unlimited Hangout* l'a rapporté dans de nombreux articles, Palantir est [une façade de la CIA](#) qui vise explicitement à ressusciter le réseau de surveillance controversé autrefois hébergé par la DARPA du Pentagone, connu sous le nom de Total Information Awareness (TIA), qui cherchait à utiliser la surveillance sans mandat des Américains pour prévenir le crime et le terrorisme avant qu'ils ne se produisent (c'est-à-dire la pré-criminalité, un domaine dont Palantir a depuis été le pionnier et qui a été essentiellement transformé en une [politique du département de la Justice](#) par le procureur général de Trump, William Barr.

L'un des cadres de Palantir qui a rejoint Anduril par la suite, Trae Stephens, a travaillé dans une agence de renseignement gouvernementale (il refuse de préciser laquelle) avant de rejoindre Palantir. De là, Stephens a rejoint le Founders Fund de Thiel et s'est retrouvé au conseil d'administration de certaines des entreprises les plus controversées financées par le Founders Fund, telles que [Carbyne911](#). Financée en partie par Jeffrey Epstein et conçue par l'ancien Premier ministre israélien (et associé d'Epstein) Ehud Barak, la plateforme de Carbyne implique également la collecte de données invasives auprès de civils et des fonctionnalités de «police prédictive». Au conseil d'administration de Carbyne, Stephens siégeait à l'origine [aux côtés de Barak](#) ainsi que de personnalités liées au renseignement israélien comme Pinchas Buchris (ancien commandant de l'Unité 8200 d'Israël), [Lital Leshem](#) («ancien» agent du renseignement israélien qui travaille aujourd'hui pour un actif de la CIA et ancien chef du tristement célèbre groupe de mercenaires Blackwater, Erik Prince), et Nicole Junkermann (une associée d'Epstein qui s'est depuis reconvertie en investisseur en capital-risque dans les technologies émergentes et la FinTech). Stephens reste au conseil d'administration de Carbyne, où il [siège désormais](#) aux côtés des anciens chefs de la sécurité intérieure américaine Michael Chertoff (administration Bush) et Kirstjen Nielsen (administration Trump).

Grâce en partie à l'influence de Thiel sur les débuts de l'administration Trump, Stephens a été choisi pour superviser l'équipe de transition de Trump pour le département de la Défense, où il a «[pilote](#)» les premières politiques de Trump pour le Pentagone. À l'époque, Stephens était également en [pourparlers](#) avec Luckey pour créer une nouvelle entreprise. Après que Luckey a quitté Facebook sous un nuage de controverse à la fin du mois de mars 2017, Stephens et lui ont créé Anduril et d'autres cadres de Palantir ont été recrutés pour rejoindre l'entreprise. En un an d'existence, Anduril avait déjà engrangé des millions en contrats avec le département de la Sécurité intérieure (DHS). Stephens est resté au Founders Fund de Thiel depuis qu'il a cofondé Anduril.

À l'instar de Palantir, Anduril est également un redémarrage moderne d'une initiative du département de la Sécurité intérieure qui a échoué à peu près à la même époque que la TIA. Le Secure Border Initiative Network (SBInet) était une [initiative du DHS](#) de l'ère Bush qui visait à construire un mur frontalier virtuel capable non seulement de dissuader et de détecter les franchissements illégaux de la frontière, mais aussi de leur attribuer automatiquement un «niveau de menace» et de prédire les «*activités frontalières illégales*» avant qu'elles ne se produisent. Comme Anduril, il s'appuyait sur des tours de surveillance et une multitude de capteurs disséminés dans l'environnement. Le programme, bien qu'arrêté par le DHS en 2011, n'a jamais réellement pris fin, puisque le rapport du DHS annonçant la «fin» de SBInet [indiquait](#) ce qui suit :

*«Le DHS élabore actuellement un plan global de déploiement des technologies frontalières qui s'appuiera sur les technologies efficaces actuellement déployées et fournira un mélange optimal de technologies de surveillance éprouvées par secteur. Le cas échéant, ce plan*

*technologique inclura également des éléments de l'ancien programme SBInet qui ont fait leurs preuves».*

Tout comme la stratégie de marketing d'Anduril, SBInet a été présenté comme un moyen moins cher, plus rentable et plus «rapide» de sécuriser la frontière que la construction de barrières physiques. Anduril a ouvertement exposé sa stratégie pour éviter les écueils de SBInet ; alors que SBInet était voué à l'échec en raison de l'embauche d'entrepreneurs incompetents pour construire et vendre le système au gouvernement, Anduril [prévoit de posséder](#) le système qu'elle construit et de le louer au gouvernement, ce qui – selon Trae Stephens – *«crée une incitation à maintenir les coûts de développement à un niveau bas»*. Malgré les affirmations de coût «faible», depuis 2017, de gros contrats du DHS ont été accordés à Anduril pour réaliser bon nombre des ambitions initiales du projet SBInet et, malgré la construction de centaines de tours et les millions dépensés, la frontière reste plus insécurisée que jamais.

L'un des [premiers défenseurs](#) d'Anduril a été le député Will Hurd, un ancien officier de la division des opérations clandestines de la CIA qui représente aujourd'hui le Texas à la Chambre des représentants. Avec l'aide de Hurd, Anduril a pu placer ses premiers prototypes de «mur virtuel» sur la propriété privée d'un éleveur anonyme jouxtant la frontière. Le service des douanes et de la protection des frontières (CBP) a ensuite mené son premier [projet pilote officiel](#) sur les tours d'Anduril en 2018, ce qui a conduit l'administration Trump à approuver le déploiement des tours d'Anduril le long de l'ensemble de la frontière sud-ouest en 2020. Cette approbation a permis à Anduril d'obtenir un [contrat de cinq ans](#), toujours en cours, et a également permis au contrat d'être désigné comme un *«programme de référence»*, ce qui signifie qu'il est considéré comme suffisamment essentiel pour faire l'objet d'un poste spécifique dans le budget du département de la Sécurité intérieure (DHS).

Au cours des dernières années de son mandat présidentiel, Trump a commencé à adopter le type de mur virtuel qu'Anduril permettrait de construire, plus encore que la barrière physique sur laquelle il avait fait campagne. En janvier 2019, par exemple, Trump a [déclaré](#) : *«Les murs que nous construisons ne sont pas des murs médiévaux. Ce sont des murs intelligents conçus pour répondre aux besoins des agents frontaliers de première ligne»*. Les *«murs intelligents»*, a poursuivi Trump, comprendraient *«des capteurs, des moniteurs et des technologies de pointe»*.

Sous l'administration Biden, la cote d'Anduril n'a cessé de grimper. Cela est dû en partie aux millions que l'entreprise a dépensés pour faire pression sur le Congrès, mais aussi à la longue histoire d'amour bipartisane avec la construction d'un «mur intelligent» à la frontière sud. Le CBP a reçu des millions pour des tours de surveillance autonomes le long de la frontière dans la loi sur la citoyenneté américaine de 2021, puis dans le projet de loi omnibus de 2022, et des millions supplémentaires ont été accordés l'année dernière. La part du lion de cet argent est destinée aux coffres d'Anduril. Cette année, si les efforts bipartisanes du Sénat en matière de «sécurité des frontières» sont une indication, Anduril devrait obtenir encore plus de contrats pour construire toujours plus de tours autonomes, qui sont maintenant accompagnées de drones autonomes et d'autres appareils connectés. Bien qu'Anduril affirme qu'il y aura toujours une surveillance humaine de ses produits, Luckey a [déclaré](#) que sa vision de l'avenir de la guerre qu'Anduril contribue à construire se traduira bientôt par des rôles de plus en plus insignifiants pour les humains.



Si Anduril est l'une des principales entreprises à construire le «mur virtuel», elle n'est pas la seule. General Dynamics, une entreprise de défense [profondément liée](#) au crime organisé, aux scandales d'espionnage et à la corruption, a [développé](#) plusieurs centaines de tours de systèmes de vidéosurveillance à distance (RVSS) pour le CBP, tandis que Google, une autre entreprise de Big Tech liée à la CIA, a été [sollicitée](#) par le CBP pour que son IA soit utilisée en conjonction avec les tours d'Anduril, qui utilisent également le système d'exploitation d'IA d'Anduril connu sous le nom de Lattice. Anduril n'est que la face visible du «mur virtuel» qui s'est positionné à proximité du mouvement politique de Trump et qui bénéficiera certainement de la réélection de ce dernier dans le courant de l'année. Cependant, Anduril a été plus qu'heureuse de s'acoquiner avec l'administration Biden, ayant [fait l'éloge](#) de Biden pour avoir appelé à développer des mesures de protection des frontières en utilisant des «*capacités de haute technologie*», qu'ils ont dit avoir «livrées».

Pourtant, malgré le soutien des deux partis politiques, des millions et des millions de dollars de financement et plusieurs centaines de tours et de dispositifs de soutien déployés, ce «mur virtuel» n'a rien fait pour arrêter l'augmentation drastique de l'immigration clandestine aux États-Unis. Pourquoi, depuis que les tours ont été déployées, les passages illégaux montent-ils en flèche ? Pourquoi la solution proposée à cette «invasion» consiste-t-elle à construire encore plus de tours ? On pourrait dire que la réponse à ces questions réside dans le fait que la crise frontalière est utilisée pour obtenir le consentement des Américains à la mise en place d'un panopticon de surveillance, non seulement à la frontière, mais aussi à l'intérieur du pays.

## **L'IA omnisciente financée par Thiel**

Les autres contrats gouvernementaux d'Anduril suggèrent que les installations de l'entreprise à la frontière ne sont qu'une petite partie de ce qu'un «mur intelligent» complet pourrait impliquer. Outre ses contrats avec le CBP, Anduril est un important contractant du département de la Défense et fournit (ou fournira bientôt) à l'armée des [aéronefs autonomes](#), tels que sa plateforme Ghost et des [véhicules sous-marins autonomes](#). Comme les drones qui s'interfaçent avec leurs tours de surveillance à la frontière, ils sont présentés comme utiles pour la surveillance et la reconnaissance, mais ils sont également capables de transporter des charges utiles, c'est-à-dire qu'ils peuvent être équipés d'armes de guerre. Ils ont également développé des [systèmes d'armes](#) qui semblent relever de la catégorie controversée des armes autonomes, ce qui signifie que l'appareil sans pilote peut tuer sans surveillance humaine significative. Ces drones utilisent Lattice, le même système d'exploitation basé sur l'IA que ceux qui font fonctionner les tours frontalières et les drones de surveillance d'Anduril. L'année dernière, Anduril a [dévoilé](#) une nouvelle version de Lattice qui «*est conçue pour favoriser une collaboration dynamique entre les systèmes autonomes*», permettant par exemple aux drones/tours de surveillance et aux drones armés d'être interopérables et de mener des missions ensemble sans nécessairement avoir besoin d'un être humain pour les coordonner.



*Un drone sous-marin Anduril développé pour l'armée australienne,  
Source : [Breaking Defense](#)*

Les ambitions d'Anduril vont bien au-delà de la domination de la poussée du Pentagone dans les véhicules autonomes et l'IA et du «mur virtuel» de la frontière sud. Le site web d'Anduril [décrit](#) comment Lattice peut être déployé pour surveiller et protéger les 16 secteurs d'infrastructures critiques qui ont été identifiés aux États-Unis, notamment «*les barrages, l'énergie, les réacteurs nucléaires, les systèmes de transport, l'eau et les eaux usées, et les communications*». «*La sécurisation des infrastructures critiques est vitale pour les États-Unis et au-delà, et, à l'instar de notre solution de sécurité aux frontières, Lattice peut prendre en charge le travail ennuyeux de surveillance des caméras et des capteurs pour détecter les menaces pesant sur les sites d'infrastructures critiques et libérer les humains pour qu'ils agissent*», [déclare](#) la société sur son site Web. L'entreprise a également présenté Lattice comme pouvant être utilisé pour détecter et répondre aux incendies de forêt et pour mener des missions civiles de recherche et de sauvetage. Luckey a déclaré qu'Anduril [envisageait](#) à terme de «*transformer les combattants américains et alliés en technomanciens invincibles*».

Les dangers potentiels d'Anduril ne peuvent être pleinement mis en évidence que si l'on considère l'ensemble des entreprises de défense et de renseignement soutenues par Thiel. Par exemple, Palantir de Thiel, qui a de nombreux liens avec Anduril en dehors de Thiel, est le moteur que les agences de renseignement et les armées (aux États-Unis et ailleurs) utilisent pour analyser les séquences de drones, l'imagerie satellite et les données de sources ouvertes et pour transformer ces données visuelles et non visuelles en renseignements exploitables. Cette technologie a été ouvertement décrite par des médias grand public tels que [Bloomberg](#) comme «*utilisant les outils de la guerre contre le terrorisme pour traquer les citoyens américains*» et a longtemps été un moteur important de la «[police prédictive](#)», c'est-à-dire de la pré-criminalité. Une autre entreprise financée par Thiel, Clearview AI, a mis au point des outils de reconnaissance faciale alimentés par l'IA qui ont été formés à partir de milliards de photos extraites d'Internet, dont un grand nombre proviennent de la plateforme de médias sociaux Facebook, soutenue par Thiel, et d'Instagram, qui appartient à Facebook. Bien qu'elle soit la préférée des forces de l'ordre américaines et du DHS, Clearview AI a été poursuivie à de nombreuses reprises pour violation de la vie privée et sa base de données a été [interdite](#) dans de nombreux pays, dont l'Australie, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Canada. À l'instar de Palantir, dont les médias grand public reconnaissent depuis des années qu'elle sait «[tout sur vous](#)» et qu'elle a même qualifié d'«[œil omniscient](#)», les outils de Clearview AI seraient [capables](#) d'«*identifier des militants lors d'une manifestation ou un séduisant inconnu dans le métro, révélant non seulement leur nom, mais aussi leur lieu de résidence, ce qu'ils ont fait et qui ils connaissent*».

En examinant les chevauchements entre Palantir, Anduril, Clearview AI et même SpaceX d'Elon Musk (qui est soutenu par Founders Fund [depuis 2008](#) et est [lié](#) au cofondateur d'Anduril, Trae Stephens), on peut se demander si cette famille d'entreprises soutenues par Thiel pourrait finalement servir de système interopérable pour une surveillance totale par l'IA. Il est troublant de constater que de nombreux éléments indiquent que c'est déjà le cas. En outre, compte tenu de leurs liens communs avec Thiel, il semble qu'un tel résultat ait toujours été envisagé.

Par exemple, comme Stavroula Pabst l'a précédemment [rapporté](#) pour *Unlimited Hangout*, Anduril et Palantir, tous deux sous-traitants d'agences militaires et de renseignement, collaborent actuellement au programme TITAN (Tactical Intelligence Targeting Access Node) de l'armée. En outre, Anduril a annoncé que son système d'IA Lattice «*est maintenant pour*

tout» et qu'il est conçu pour être interopérable avec les produits d'autres sous-traitants. Ces trois entreprises soutenues par Thiel ont déjà testé l'utilisation interopérable de leurs produits dans le cadre du conflit en Ukraine et semblent utiliser la [guerre d'Israël](#) contre la bande de Gaza aux [mêmes fins](#).



### [Comment la technologie liée à Peter Thiel alimente la guerre en Ukraine](#)

Souvent, ces technologies sont d'abord testées et utilisées à l'étranger avant d'être déployées sur le territoire national, ce que même les médias grand public ont reconnu que Palantir faisait depuis des années. La soi-disant guerre contre le terrorisme intérieur [consiste](#) depuis longtemps à réoutiller les armes de la guerre contre le terrorisme afin de réduire la dissidence nationale, et Palantir n'est qu'une des [nombreuses entreprises](#) qui contribuent à ce changement. De même, Clearview AI, malgré les allégations selon lesquelles l'entreprise est liée à Trump et à des cercles politiques de droite, s'est [vantée](#) de son utilité pour les forces de l'ordre américaines en [soulignant](#) le rôle de l'entreprise dans l'identification des personnes impliquées dans la journée du 6 janvier, que le PDG de l'entreprise qualifie d'«insurrection». Après le 6 janvier, l'utilisation de Clearview AI par les forces de l'ordre américaines a [augmenté de 26%](#).

Cependant, Thiel, Luckey et d'autres membres de ce réseau qui construisent le panopticon domestique [affirment](#) souvent qu'ils défendent les «valeurs occidentales» et la «démocratie» en acceptant des contrats militaires et de renseignement. Ils [s'appuient](#) également sur la rhétorique de «l'Amérique d'abord». Ces entreprises s'opposent à des sociétés comme Google, dont les employés ont déjà [sabordé](#) les gros contrats militaires pour des raisons éthiques, même si des personnalités comme Eric Schmidt, l'ancien PDG de Google qui soutient largement les démocrates et l'administration Biden, [développent](#) également des technologies d'armes autonomes sous couvert de «défense de la démocratie». Ces oligarques de la Big Tech sont en fin de compte d'accord sur le plan, bien que Thiel et ses semblables soient beaucoup plus loquaces quant à leur volonté de négliger les questions éthiques dans la poursuite de contrats gouvernementaux toujours plus lucratifs et de se draper dans une rhétorique de droite, «America First» (l'Amérique d'abord).



*Un exemple de matériel de marketing et de narration d'Anduril,*

*Source : [Shack News/Anduril](#)*

Ce réseau d'entreprises soutenues par Thiel et liées au renseignement est sur le point de suivre la même trajectoire en ce qui concerne le «mur intelligent» érigé à la frontière sud et à la frontière nord. Bien qu'ils soient présentés comme surveillant uniquement les passages frontaliers, les tours de surveillance, les drones et les dispositifs connexes déployés sont capables d'espionner au-delà de la frontière et de pénétrer dans les villes et villages frontaliers américains. Alors que les tours d'Anduril en particulier sont souvent présentées comme étant placées dans des zones rurales et peu peuplées de la frontière sud, plusieurs d'entre elles sont [situées](#) à proximité de grands centres urbains.

Il y a aussi la question de la «zone libre de constitution», qui fait référence à la «région frontalière» revendiquée par le gouvernement américain et qui s'étend sur environ 100 miles à l'intérieur des terres à partir de toutes les frontières terrestres (y compris côtières)

des États-Unis. On estime que 2/3 des Américains vivent dans cette «zone frontalière», qui comprend également 9 des 10 plus grandes villes des États-Unis. Ce dépassement flagrant a été critiqué par des groupes de gauche (par exemple [l'ACLU](#)) et de droite (par exemple [l'Institut CATO](#)). Chaque fois que les médias (grand public et alternatifs) réclament frénétiquement de nouvelles mesures de sécurité aux frontières, beaucoup oublient ou ignorent tout simplement que le gouvernement définit la «frontière» comme étant bien plus que la simple frontière physique entre les États-Unis et le Mexique et que, par conséquent, les mesures de type militaire mises en œuvre à la «frontière» pourraient également l'être bien plus loin à l'intérieur des terres.

La «zone libre de constitution» pourrait bientôt avoir des implications pour le «mur intelligent» de la frontière. Ces dispositifs de surveillance pourraient également être utilisés, une fois qu'ils en seront capables, pour surveiller la «région frontalière» définie par le gouvernement, où la violation des droits civils fondamentaux par les forces de l'ordre et le CBP est un phénomène bien documenté. Étant donné que les agences de renseignement sont connues pour procéder à des écoutes téléphoniques sans mandat des Américains depuis plus d'une décennie, il semble probable que le «mur intelligent» pourrait être utilisé dans une large mesure pour la même chose.

Bien que [certains tribunaux américains](#) se soient récemment penchés sur les tactiques modernes de vidéosurveillance utilisées par les forces de l'ordre, il leur est toujours possible de collecter des données à partir de caméras de surveillance sans mandat si l'intention est de «*se prémunir contre (...) la criminalité*». L'état précaire des libertés civiles aux États-Unis, combiné à la domination croissante d'un petit groupe soudé et lié aux services de renseignement sur l'infrastructure de surveillance de l'État, devrait être examiné attentivement, et non approuvé rapidement sur fond de panique générée par les médias.

## **L'Agenda 2030 et les Objectifs de l'action policière mondiale**

Le consensus bipartisan autour d'un «mur intelligent» construit par Anduril trouve probablement ses racines dans le même agenda mondial qui stimule la mise en œuvre rapide de systèmes biométriques d'entrée/sortie aux points d'entrée dans l'ensemble du monde occidental. Par exemple, c'est cette année que le système biométrique d'entrée/sortie de l'Union européenne doit être [lancé](#). Les voyageurs qui franchiront la nouvelle «frontière numérique» de l'UE – qu'elle soit terrestre ou aérienne – devront fournir leurs empreintes digitales et se soumettre à des scanners faciaux s'ils souhaitent entrer dans un État membre de l'UE. Malgré les affirmations selon lesquelles la «frontière numérique» faciliterait les déplacements et réduirait les temps d'attente, les [estimations actuelles](#) révèlent que le nouveau système devrait prendre près de dix fois plus de temps par entrée. Le Royaume-Uni, bien qu'il ait quitté l'UE, [s'apprête](#) également à «[numériser ses frontières](#)» d'ici 2025, c'est-à-dire l'année prochaine, et le Canada [met en œuvre](#) des politiques similaires.



*Un projet pilote de bornes biométriques BorderXpress à l'aéroport international de Keflavik en Islande en 2020, Source : [Biometric Update](#)*

Aux États-Unis, l'évolution vers le système «real ID», qui doit entrer en vigueur en 2025, fera de la collecte de données biométriques aux États-Unis une obligation pour les vols intérieurs et tout autre «[but officiel](#)» que le secrétaire au DHS peut unilatéralement



déterminer comme nécessitant une «real ID». La «real ID» prévoit également des dispositions favorables pour les pièces d'identité numériques, telles que les permis de conduire numériques (comme le «[Florida smart ID](#)» piloté par la Floride de Ron DeSantis) et d'autres «[documents numériques mobiles et cartes numériques](#)». Ailleurs aux États-Unis, dans les aéroports, le mouvement en faveur des cartes d'identité numériques et des scans biométriques du visage [continue](#) de [progresser](#) rapidement.

Il est évident que le «mur intelligent» en cours de construction aux frontières sud et nord des États-Unis est destiné à faire partie du même système de «frontière numérique» que le DHS a conçu et progressivement mis en œuvre au cours de la majeure partie des 20 dernières années. Par exemple, le CBP [utilise](#) actuellement la même technologie biométrique de comparaison des visages que celle utilisée dans de nombreux points d'entrée terrestres, maritimes et aériens dans tout le pays et prévoit de continuer à étendre son utilisation à l'ensemble du pays. Comme indiqué ci-dessus, les tours d'Anduril ou ses drones affiliés pourraient facilement être équipés d'un système de reconnaissance faciale ou d'autres technologies connexes, tandis que les points d'entrée terrestres officiels [utilisent](#) déjà le même système biométrique que celui mis en place dans les aéroports américains. En outre, un grand nombre de personnes cherchant à franchir la frontière sud sont intégrées à l'application CBP One, qui, selon le CBP, devait initialement permettre un traitement frontalier «[sûr, ordonné et humain](#)» lorsqu'elle a été lancée en janvier 2023. Cette application recueille également des [informations biométriques](#) sur les demandeurs de certaines nationalités, une fonctionnalité que le CBP étendra probablement à l'avenir à mesure que la confiance en son application augmentera.

L'apparente coordination mondiale des systèmes biométriques d'entrée/sortie n'est pas une coïncidence, car il s'agit d'une initiative politique profondément liée à l'Agenda 2030 des Nations unies, ou aux Objectifs de développement durable (ODD). Plus précisément, elle est liée à la mise en œuvre de l'ODD 16, qui contient des dispositions relatives aux systèmes d'identité numérique, entre autres. L'ONU a choisi l'entité mondiale chargée de l'application de la loi, Interpol, comme «[partenaire de mise en œuvre](#)» de l'ODD 16, une décision qui a finalement donné naissance aux [Objectifs de l'action policière mondiale](#) d'Interpol (OAPM), alignés sur les ODD. Ces objectifs ont été [approuvés](#) et adoptés par les 196 [pays membres](#) d'Interpol en 2017. Comme l'a déjà [noté Unlimited Hangout](#), il est dangereux de confier à Interpol le vaste pouvoir que ces objectifs et les politiques qui y sont associées lui conféreront, car l'organisation fonctionne comme une organisation «pay-to-play» et a été mêlée à plusieurs scandales de corruption importants.



### [ODD16 : Partie 1 - Construire l'État policier mondial](#)

L'un des OAPM, l'OAPM n°2, consiste à «[promouvoir la sécurité des frontières dans le monde entier](#)». Interpol précise que la mise en œuvre de cet objectif impliquera l'établissement de «*normes mondiales avancées pour une gestion des frontières fondée sur le renseignement, y compris des normes pour la surveillance des frontières, les contrôles aux frontières et le matériel connexe*». Ces normes, poursuivent-ils, «*devraient être étayées par la technologie, les progrès numériques et l'analyse des risques*». Ailleurs, ils expliquent que la mise en œuvre de cet objectif impliquera également «*la gestion et le partage des données biométriques, y compris par l'utilisation de la plate-forme biométrique d'Interpol [[«un système de pointe pour l'identification des criminels](#)»] et d'autres plates-formes*». Dans le

cadre de cet effort, Interpol s'est associé aux sociétés d'identification numérique biométrique Idemia et Onfido. Ces deux sociétés ont [facilité](#) les [passeports vaccinaux](#) lors de la campagne Covid-19 et contribuent actuellement à la création de [permis de conduire numériques](#) dans certains États américains.

Interpol est principalement [financé](#) par la Commission européenne et les gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis et du Canada, qui, comme indiqué ci-dessus, mettent tous en œuvre les mêmes systèmes biométriques d'entrée et de sortie dans des délais similaires. Toutefois, de nombreux autres pays membres d'Interpol accélèrent de la même manière l'adoption d'identifiants biométriques numériques pour les voyages à l'étranger et l'usage domestique, y compris les pays adversaires supposés de l'Occident, comme la [Russie](#) et la [Chine](#). La grande majorité des pays du monde, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, ont signé les principes généraux d'Interpol et les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies, qui préconisent tous deux l'utilisation d'identifiants numériques biométriques complets, reliés à un portefeuille de devises numériques (qu'il s'agisse d'une CBDC ou d'un équivalent délivré par le secteur privé). À l'échelle mondiale, ces programmes sont mis en œuvre rapidement et constituent la base de la prochaine ère de gouvernance mondiale hautement centralisée.

Toutefois, dans certains pays, comme les États-Unis, où une grande partie de la population se méfie des cartes d'identité numériques et de la monnaie numérique programmable, des efforts sans précédent sont déployés pour vendre ces politiques mondialistes par le biais de discours de droite, contrairement à ce qui se passait il y a quelques années. Par exemple, la monnaie numérique programmable est en [cours de développement](#) aux États-Unis, non pas sous la forme d'une CBDC, mais sous la forme d'un mélange de stablecoins réglementés et de dépôts bancaires symbolisés. Même les marchés mondiaux du carbone sont [présentés](#) non pas comme des marchés du changement climatique, mais comme des marchés de l'innovation et de l'exploitation d'une nouvelle catégorie d'actifs. Aujourd'hui, il semble que la «frontière numérique» biométrique liée aux ODD de l'ONU – un [élément clé](#) de [l'infrastructure de l'identité numérique](#) – soit vendue principalement à la droite populiste et déployée sous le couvert de la lutte contre l'immigration illégale. À l'instar du «[mur intelligent](#)» d'Israël, ces murs peuvent être «désactivés» lorsqu'une crise doit être fabriquée et, comme tant d'autres choses, ils sont utilisés pour vendre les mêmes agendas qui nous poussent tous vers un panopticon mondial public-privé.

**Whitney Webb**

Article original en anglais : [Manufacturing Consent: The Border Fiasco and the “Smart Wall”](#), Unlimited Hangout, le 19 février 2024

Version française : [Réseau international](#)

La source originale de cet article est [unlimitedhangout.com](#)

Copyright © [Whitney Webb](#), [unlimitedhangout.com](#), 2024

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)